

Le remaniement a montré tout le **mépris** du gouvernement et d'Emmanuel Macron pour nos métiers avec la nomination d'une ministre à mi-temps à l'Éducation nationale.

Les propos de cette nouvelle ministre, Amélie Oudéa-Castera, constituent une provocation supplémentaire et témoignent surtout d'un mépris social contre l'école publique et les agents qui font vivre ses principes malgré une rémunération indigne.

Ce double mépris est révélateur d'une **politique rétrograde et conservatrice** qui passe notamment via la réforme annoncée du "choc des savoirs" menant à la création d'une école du tri social (groupes de niveaux en collège).

Nous revendiquons ainsi une **école émancipatrice** avec des personnels d'un haut niveau de qualification, mieux payés, respectés et protégés.

## **Des salaires à revaloriser**

- Augmentation immédiate de 10% de point d'indice
- Plan pluriannuel de rattrapage des pertes de pouvoir d'achat
- Augmentation des salaires des AED
- Créer un statut de fonctionnaire catégorie B pour les AESH
- L'abandon du Pacte et l'utilisation de son budget pour des augmentations sans contrepartie

## **Des conditions de travail à améliorer**

- Pour une diminution drastique des effectifs et des dédoublements d'heure dans toutes les disciplines
- Pour des créations d'emploi massives

**À l'appel de la FSU, de la CGT Educ'action, de la FNEC-FP FO et de Sud Education,**

**Tous et toutes en grève le jeudi 1<sup>er</sup> février**